

## ACTUALITES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES N° 126 – Janvier 2014

### I - Textes publiés aux bulletins officiels :

#### Loi de finances pour l'année budgétaire 2014

- Dahir n°1-13-115 du 26 safar 1435 (30 décembre 2013) portant promulgation de la loi de finances n° 110-13 pour l'année budgétaire 2014.

(BO N°6217 bis du 31-12-2013)

#### Principales dispositions fiscales et douanières

Déclarée conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel dans sa décision n° 931/13 du 30 décembre 2013, la loi de finances (LF) n° 110-13 pour l'année budgétaire 2014 a été promulguée par le dahir n° 1-13-115 du 30 décembre 2013, publié au Bulletin officiel n° 6217 bis du 31 décembre 2013.

Cette LF s'articule essentiellement autour de la mise en œuvre progressive des recommandations des assises de la fiscalité tenue en avril 2013, dont les axes majeurs portent sur l'élargissement de l'assiette, la rationalisation des dépenses fiscales, l'amélioration de la compétitivité des entreprises, la simplification des procédures, le renforcement du pouvoir de contrôle de l'administration et des droits des contribuables.

Plusieurs modifications ont été introduites notamment au niveau du Code général des impôts (I), du Code des douanes et impôts indirects (II), des tarifs des droits d'importation (III), des taxes intérieures de consommation (IV), ainsi que les dispositions se rapportant aux nouvelles contributions et taxes (V).

#### Marchés publics.

- Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°1874-13 du 9 moharrem 1435 (13 novembre 2013) pris en application de l'article 160 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

(BO N° 6214 du 19-12-2013)

- Arrêté du ministre de l'économie et des finances du (28 novembre 2013) fixant la liste des établissements publics devant appliquer la réglementation régissant les marchés publics.

**(BO N° 6214 du 19-12-2013)**

- Arrêté du ministre de l'intérieur n°3573-13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant les cahiers des clauses administratives générales applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.

**(BO N° 6214 du 19-12-2013)**

- Arrêté du ministre de l'intérieur n°3574-13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant les cahiers des prescriptions communes applicables aux marchés des régions des préfectures, des provinces et des communes.

**(BO N° 6214 du 19-12-2013)**

- Arrêté du ministère de l'intérieur n°3575-13 du 5 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant les montants de la composition des commissions d'appel d'offres ouverts, d'appel d'offres restreint ou avec présélection ainsi que celle du jury de concours des régions des préfectures, des provinces et des communes.

**(BO N° 6214 du 19-12-2013)**

- Arrêté du ministre de l'intérieur n°3576-13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant le nombre et la qualité des membres du comité du suivi des marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes aussi que son organisation et les modalités de son fonctionnement.

**(BO N° 6214 du 19-12-2013)**

- Arrêté du ministre de l'intérieur n°3610 du 8 safar 1435 (12 décembre 2013) fixant les autorités habilitées à approuver les marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.

**(BO N° 6214 du 19-12-2013)**

- Arrêté du ministre de l'intérieur n°3611-13 du 8 safar 1435 (12 décembre 2013) fixant la liste des prestations pouvant faire l'objet de marchés négociés.

**(BO N° 6214 du 19-12-2013)**

**Code de travail**

- Décret n°2-12-236 du 21 moharrem 1435 (25 novembre 2013) fixant les conditions d'utilisation d'appareils ou de machines susceptible de porter atteinte à la santé des salariés ou de compromettre leur sécurité.
- Décret n°2-12-431 du 21 moharrem 1435 (25 novembre 2013) fixant les conditions d'utilisation des substances ou préparations susceptibles de porter atteinte à la santé des salariés ou de compromettre leur sécurité.

## **Accord de prêt conclu entre le Royaume du Maroc et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.**

- Décret n°2-13-915 du 29 moharrem 1435 (3 décembre 2013) approuvant l'accord n°8295-MA d'un montant de 200 millions de dollars américains, conclu le 2 décembre 2013 entre la Royaume du Maroc et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de développement, concernant le premier prêt de politique de développement pour la transparence et la redevabilité (Hakama).

(BO N° 6214 du 19-12-2013)

## **Système de qualification et de classification des entreprises de bâtiments et de travaux publics**

- Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n°3032-13 du 26 hija 1434 (1<sup>er</sup> novembre 2013) modifiant et complétant l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole n°3993-94 du 3 rejev 1415 (6 décembre 1994) étendant au ministère de l'agriculture et de la mise on valeur agricole les dispositions du décret n° 2-94-233 du 6 moharrem 1415 (16 juin 1664) instituant pour le compte du Ministère des travaux publics, de la formation professionnelle et de la formation des cadres un système de qualification et de classification des entreprises de bâtiments et de travaux publics.

(BO N° 6214 du 19-12-2013)

## **Catégories des entreprises intervenant dans le secteur de l'aménagement hydro-agricole.**

- Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 3033-13 du 26 hija 1434 (1er novembre 2013) modifiant et complétant l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole n° 336-96 du 11 chaoual 1416 (1er mars 1996) fixant le nombre de catégories des entreprises intervenants dans le secteur de l'aménagement hydro-agricole correspondant à chaque branche de classification.

(BO N° 6214 du 19-12-2013)

## **Ministre de l'Economie et des Finances - Délégation de pouvoir**

- Décret n°2-13-791 du 27 safar 1435 (31 décembre 2013) portant délégation de pouvoir au ministre de l'économie et des finances en matière d'emprunts intérieurs.
- Décret n°2-13-792 safar 1435 (31 décembre 2013) portant délégation de pouvoir au ministre de l'économie et des finances en matière de financement extérieurs.
- Décret n°2-13-793 du 27 safar 1435 (31 décembre 2013) portant délégation de pouvoir au ministre de l'économie et des finances en vue de conclure des contrats d'emprunts pour le remboursement de la dette extérieure onéreuse et des accords de couverture de risques de taux d'intérêt et d'échange de devises.

(BO N°6217 bis du 31 décembre 2013)

## Taxe sur la valeur ajoutée

- Décret n°2-13-794 du 27 Safar 1435 (31 décembre 2013) modifiant et complétant le décret n° 2-06-574 du 10 Hija 1427 (31 décembre 2006) pris pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée prévue au titre III du code général des impôts.

(BO N°6217 bis du 31 décembre 2013)

## Partis politiques et centrales syndicales- Transferts, à titre gratuit, des fonds et des biens immatriculés au nom des personnes physiques

- Décret n°2-13-965 du 23 Safar 1435 (27 décembre 2013) relatif aux transferts, à titre gratuit, des fonds et des biens immatriculés au nom des personnes physiques à la propriété des partis politiques et des centrales syndicales.

(BO N°6217 bis du 31 décembre 2013)

## Etablissements publics / contrôle financier

- Décret n° 2-13-882 du 12 safar 1435 (16 décembre 2013) fixant les formes de publication des comptes annuels des établissements publics.

(BO 6218 du 02 janvier 2014)

### Principales dispositions :

- Obligation pour les établissements publics de publier, chaque année, ses comptes sociaux de l'année expirée ;
- Possibilité, à titre transitoire, pour les établissements publics ne tenant pas une comptabilité conforme au code général de normalisation comptable, de publier, chaque année, leur situation comptable simplifiée au bulletin officiel, selon le modèle établi à cet effet par arrêté du ministre de l'économie et des finances ;
- Fixation du délai dans lequel la publication des comptes sociaux et de la situation comptable simplifiée à sept mois à compter de l'expiration de la session comptable concernée, en précisant si les comptes ont été ou non approuvés par l'organe délibérant et si ces comptes ont été ou non soumis à audit externe.

## Etablissements publics / Comptabilité

- Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 3268-13 fixant les formes de publication des comptes annuels des établissements publics ne tenant pas une comptabilité conforme au code général de normalisation comptable.

(BO 6218 du 02 janvier 2014)

### Principale disposition :

Fixation en annexe de l'arrêté du modèle de la situation comptable simplifiée à publier au bulletin officiel par les établissements publics ne tenant pas une comptabilité conforme au code général de normalisation comptable.

- Arrêté conjoint du ministre de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire et du ministre de l'intérieur n° 3214.13 du 14 novembre 2013 fixant les pièces exigibles constitutives des dossiers de demandes d'autorisation prévues par la législation relative à l'urbanisme, aux lotissements, morcellement et groupes d'habitation ainsi que par leurs textes d'application.

(BO n° 6219 du 06 janvier 2014)

### Principale disposition:

Fixation des pièces constitutives des dossiers de demandes d'autorisation d'urbanisme, selon la nature de l'autorisation ou du permis.

### Equivalences de diplômes

- Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres n°2988-13 du 14 safar 1435 (18 décembre 2013) complétant l'arrêté n° 2797-95 du 20 jourmada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture.

(B.O. N° 6222 du 16-01-2014)

- Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres n°2990-13 du 14 safar 1435 (18 décembre 2013) complétant l'arrêté n°2797-95 du 20 jourmada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture.

(B.O. N° 6222 du 16-01-2014)

### المجلس الاقتصادي والاجتماعي و البيئي

- مرسوم رقم 2.13.914 صادر في 15 من صفر 1435 (19 ديسمبر 2013) بتغيير و تتميم المرسوم رقم 2.11.513 الصادر في 7 ذي الحجة 1432 (4 نوفمبر 2011) بتحديد مقادير و كفاءات تحويل التعويض المهام لأعضاء المجلس الاقتصادي و الاجتماعي.

(ج.ر. عدد 6215 بتاريخ 23 ديسمبر 2013)

### البطاقة الوطنية للتعريف الإلكترونية

- مرسوم رقم 2.13.956 صادر في 21 صفر 1435 (25 ديسمبر 2013) بتغيير المرسوم رقم 2.06.478 بتاريخ 14 من ذي الحجة 1428 (25 ديسمبر 2007) بتطبيق القانون رقم 35.06 المحدثه بموجب البطاقة الوطنية للتعريف الإلكترونية.

(ج.ر. عدد 6216 بتاريخ 26 ديسمبر 2013)

### وزارة الفلاحة و الصيد البحري

- مرسوم رقم 2.13.518 صادر في 3 في الحجة 1434 (9 أكتوبر 2013) يمنح التعويض عن الساعات الإضافية لفائدة بعض الموظفين و الأعوان التابعين لقطاع الصيد البحري الموكول إليهم بتحرير المحاضر و البحث و معاينة المخالفات.

(ج.ر. عدد 6216 بتاريخ 26 ديسمبر 2013)

### قانون المالية للسنة المالية 2014

- ظهير شريف رقم 1.13.115 صادر في 26 صفر 1435 (30 ديسمبر 2013) بتنفيذ قانون المالية رقم 110.13 للسنة المالية 2014.

(ج.ر. عدد 6217 مكرر بتاريخ 31 ديسمبر 2013)

### وزير الاقتصاد و المالية. تفويض السلطة

- مرسوم رقم 2.13.791 صادر في 27 من صفر 1436 (31 ديسمبر 2013) بتفويض السلطة إلى وزير الاقتصاد و المالية فيما يتعلق بالافتراضات الداخلية.
- مرسوم رقم 2.13.792 صادر في 27 من صفر 1436 (31 ديسمبر 2013) بتفويض السلطة إلى وزير الاقتصاد و المالية فيما يتعلق بالتمويلات الخارجية.
- مرسوم رقم 2.13.793 صادر في 27 من صفر 1436 (31 ديسمبر 2013) بتفويض السلطة إلى وزير الاقتصاد و المالية لإبرام عقود افتراضات قصد إرجاع الدين الخارجي المكلف و اتفاقات لضمان مخاطر أسعار الفائدة و الصرف.

(ج.ر. عدد 6217 مكرر بتاريخ 31 ديسمبر 2013)

### الضريبة على القيمة المضافة

- مرسوم رقم 213.794 صادر في 27 من صفر 1436 (31 ديسمبر 2013) بتغيير و تتميم المرسوم رقم 2.06.574 الصادر في 10 ذي الحجة 1427 (31 ديسمبر 2006) في شأن تطبيق الضريبة على القيمة المضافة المنصوص عليها في القسم الثالث من المدونة العامة لضرائب.

(ج.ر. عدد 6217 مكرر بتاريخ 31 ديسمبر 2013)

### المؤسسات العمومية . تحديد أشكال نشر الحسابات السنوية

- مرسوم رقم 2.13.882 صادر في 12 من صفر 1435 (16 ديسمبر 2013) بتحديد أشكال نشر الحسابات السنوية للمؤسسات العمومية.
- قرار لوزير الاقتصاد و المالية رقم 3268.13 صادر في 19 من صفر 1435 (23 ديسمبر 2013) بتحديد أشكال نشر الحسابات السنوية للمؤسسات العمومية التي لا تمسك محاسبة متلائمة مع المدونة العامة للتنميط المحاسباتي.

(ج.ر. عدد 6218 بتاريخ 2 يناير 2014)

### اختصاصات وزير الشؤون الخارجية و التعاون

- مرسوم رقم 2.13.834 صادر في 23 من صفر 1435 (27 ديسمبر 2013) يتعلق باختصاصات وزير الشؤون الخارجية و التعاون.

(ج.ر. عدد 6219 بتاريخ 6 يناير 2014)

### نظام المقايسة لأسعار بعض المحروقات السائلة. إحداث

- قرار لرئيس الحكومة رقم 3.01.14 صادر في 13 من ربيع الأول 1435 (15 يناير 2014) بإحداث نظام للمقايسة لأسعار بعض المحروقات السائلة.

(ج.ر. عدد 6222 بتاريخ 16 يناير 2014)

### تحديد الدعم الموجه لفائدة الغازوال بالنسبة لسنة 2014

- قرار مشترك لوزير الاقتصاد و المالية و وزير الطاقة و المعادن و الماء و البيئة و الوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بالشؤون العامة و الحكامة رقم 31.14 صادر في 13 من ربيع الأول 1435 (15 يناير 2014) بتحديد الدعم الأحادي الموجه لفائدة الغازوال بالنسبة لسنة 2014.

(ج.ر. عدد 6222 بتاريخ 16 يناير 2014)

### المحروقات السائلة. أسعار البيع

- قرار للوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بالشؤون العامة و الحكامة رقم 98.14 صادر في 13 من ربيع الأول (15 يناير 2014) بتحديد أسعار بيع بعض المحروقات السائلة.

(ج.ر. عدد 6222 بتاريخ 16 يناير 2014)

### اتفاقية بين المملكة المغربية وجمهورية كرواتيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل

- ظهير شريف رقم 1.09.49 صادر في 25 من محرم 1434 (10 ديسمبر 2012) بنشر الاتفاقية الموقعة بزاغرب في 26 يونيو 2008 بين الملكة المغربية وجمهورية كرواتيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل.

(ج.ر. عدد 6216 بتاريخ 26 ديسمبر 2013)

### اتفاقية بين المملكة المغربية وجمهورية فيلندا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل

- ظهير شريف رقم 1.09.148 صادر في من 1434 (10 ديسمبر 2012) بنشر الاتفاقية الموقعة بهيلسينكي في 7 أبريل 2006 بين المملكة المغربية وجمهورية فيلندا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

(ج.ر. عدد 6216 بتاريخ 26 ديسمبر 2013)

### اتفاقية بين المملكة المغربية وجمهورية فيتنام الاشتراكية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل

- ظهير شريف رقم 1.10.91 صادر في 25 من محرم 1434 (10 ديسمبر 2012) بنشر الاتفاقية الموقعة بهانوي في 24 نوفمبر 2008 بين المملكة المغربية وجمهورية فيتنام الاشتراكية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل.

(ج.ر. عدد 6216 بتاريخ 26 ديسمبر 2013)

### اتفاقية بين المملكة المغربية وجمهورية مقدونيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل

- ظهور شريف رقم 1.11.48 صادر في 25 من محرم 1434 (10 ديسمبر 2012) بنشر الاتفاقية الموقعة بالرباط في 11 ماي 2010 بين المملكة المغربية وجمهورية مقدونيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

(ج.ر عدد 6216 بتاريخ 26 ديسمبر 2013)

### بروتوكول إضافي بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية بلغاريا لتشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل

- ظهور شريف رقم 1.11.63 صادر في 25 من محرم 1434 (10 ديسمبر 2012) بنشر البروتوكول الإضافي للاتفاق الموقع بصوفيا في 22 ماي 1996 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية بلغاريا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل الموقع بالرباط في 28 سبتمبر 2010.

(ج.ر عدد 6216 بتاريخ 26 ديسمبر 2013)

### اتفاق بين المملكة المغربية والاتحاد الأوروبي لوضع آلية لتسوية المنازعات

- ظهور شريف رقم 1.12.63 صادر في 25 من محرم 1434 (10 ديسمبر 2012) بنشر الاتفاق الموقع ببروكسيل في 13 ديسمبر 2010 بين المملكة المغربية والاتحاد الأوروبي لوضع آلية لتسوية المنازعات.

(ج.ر. عدد 6216 بتاريخ 26 ديسمبر 2013)

### عمليات الاستحفاظ

- مرسوم رقم 2.13.375 صادر في 26 من صفر 1435 (30 ديسمبر 2013) بتغيير وتتميم المرسوم رقم 2.08.530 بتاريخ 17 من رجب 1431 (30 يونيو 2010) بتطبيق القانون رقم 33.06 القانون رقم 33.06 المتعلق بتسديد الديون والمغير والمتمم للقانون رقم 94.35 المتعلق ببعض سندات الديون القابلة للتداول و القانون رقم 24.01 المتعلق بعملية الاستحفاظ.
- المرسوم رقم 2.13.376 صادر في 27 من صفر 1435 (31 ديسمبر 2013) بتتميم المرسوم رقم 2.04.547 بتاريخ 16 من ذي القعدة 1425 (29 ديسمبر 2004) لتطبيق القانون رقم 24.01 المتعلق بعمليات الاستحفاظ.

(ج.ر عدد 6223 بتاريخ 20 يناير 2014)

### الضريبة على الشركات و الضريبة على القيمة المضافة – تحديد شروط تطبيق مسطرة الإقرار الإلكتروني و الأداء الإلكتروني

- قرار لوزير الاقتصاد و المالية رقم 08.14 صادر في 2 ربيع الأول 1435 (4 يناير 2014) المحدد لشروط تطبيق مسطرة الإقرار الإلكتروني و الأداء الإلكتروني للضريبة على الشركات.
- قرار لوزير الاقتصاد و المالية رقم 09.14 صادر في 2 ربيع الأول 1435 (4 يناير 2014) المحدد لشروط تطبيق مسطرة الإقرار الإلكتروني و الأداء الإلكتروني للضريبة على القيمة المضافة.

(ج.ر عدد 6223 بتاريخ 20 يناير 2014)

## II- Textes en cours d'adoption :

Le conseil du gouvernement lors de ses réunions les 3, 9 et 16 janvier 2014 a approuvé un certain nombre de projets de textes :

### Projets de lois :

1. **Projet de loi organique n° 130-13** relative à la loi de finances. (Approuvé également en conseil des ministres). Ce projet a fait l'objet d'une série de concertations élargies qui a débuté avec un exposé au sein des



Chambres des représentants et des conseillers et la mise en place des deux commissions conjointes au niveau des deux chambres. Parmi les principaux objectifs stratégiques de cette réforme figurent notamment **le renforcement de la performance de la gestion publique**, ce qui nécessite de s'orienter vers une programmation triennale glissante actualisée annuellement et de passer d'une **approche normative des dépenses à une présentation par programme et projet/action**, tout en évoquant la dimension régionale.

Par ailleurs, et afin d'orienter le dispositif des finances publiques vers l'approche de performance, ledit projet propose :

- la **définition et la détermination des responsabilités** tout en expliquant les objectifs opérationnels et les résultats attendus des interventions.
- l'octroi **d'avantage de souplesse aux gestionnaires** en matière de gestion en les responsabilisant quant à l'atteinte des objectifs préalablement définis et la présentation du compte de résultats.
- la **consolidation des principes et règles financiers et de la transparence des finances publiques**, à travers l'introduction de manière explicite du **principe de sincérité** budgétaire en vue de conforter la pertinence des hypothèses qui président à la préparation de la loi de finances.
- la **réduction du nombre de catégories des comptes spéciaux du Trésor**, de rationaliser la création et la gestion des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor ainsi que de renforcer la transparence dans la gestion du patrimoine de l'Etat.
- l'élaboration de **nouvelles règles financières** pour renforcer l'équilibre financier et améliorer la transparence budgétaire, dans la mesure où il propose d'orienter la **dette publique vers le financement de l'investissement**.
- **l'accroissement du contrôle parlementaire** au niveau des finances publiques, à travers la mise à la disposition du Parlement des données précises, et la définition du calendrier et des modalités de vote. A cela s'ajoute **l'association du parlement dès les premières étapes** de préparation du projet de loi de finances.

2. Projet de loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés.

3. Projet de loi n° 05-14 modifiant la loi n° 33-06 relative à la titrisation des actifs.

4. Projet de loi n° 132-13 portant approbation du protocole additionnel à la Convention européenne pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données, fait à Strasbourg, le 8 novembre 2001.

### **Projets de décrets :**

1. Projet de décret n° 2-13-19 instituant au profit de l'office national des pêches une taxe parafiscale dénommée «taxe sur le poisson pélagique».
2. Projet de décret n° 2-12-765 complétant le décret n°2-03-544 du 14 rabii 11425 (4 mai 2004) allouant des indemnités forfaitaires aux enseignants et conférenciers participants aux manifestations organisées par le Haut-commissariat aux anciens résistants et membres de l'armée de libération en vue de faire connaître l'histoire du mouvement national, de la résistance et de l'armée de libération ainsi que la conservation de la mémoire nationale.
3. Projet de décret n° 2-13-841 modifiant et complétant le décret n° 2-04-89 du 18 rabii II 1425 (7 juin 2004) fixant la vocation des établissements universitaires, les cycles des études supérieures ainsi que les diplômes nationaux correspondants.

Conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution, le conseil a approuvé les propositions de nomination aux fonctions supérieures suivantes :

- Le président de l'Université Ibn Tofail à Kénitra.
- Le secrétaire général du ministère de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement département de l'énergie et des mines ;
- Le directeur de l'Institut national des postes et télécoms.

Conformément aux dispositions de l'article 49 de la Constitution. Ont été nommés :

Sur proposition du Chef du gouvernement, M. Mohamed Salah Tamek délégué général à l'Administration pénitentiaire et à la Réinsertion.

A l'initiative du ministre de l'équipement, du transport et de la logistique et sur proposition du Chef du gouvernement :

- M. Zouhair Mohamed LAOUFIR, directeur général de l'Office National des Aéroports ;
- M. Fouad BRINI, président du conseil de surveillance de l'Agence Spéciale Tanger-Méditerranée ;
- M. Amer BENAZOUZ, directeur général de la Société Nationale des Autoroutes.

**Le conseil des ministres réuni le 20 janvier 2014 a approuvé les projets de textes** et les accords internationaux suivants :

- Projet de décret n° 2-14-31 modifiant et complétant le décret relatif à l'attribution de certaines indemnités aux personnels des Forces auxiliaires.

#### **Accords multilatéraux :**

- Protocole fait à Bruxelles le 18 novembre 2013 entre le Royaume du Maroc et l'Union européenne fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans
- l'Accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre le Royaume du Maroc et l'Union européenne.
- Projet de loi n° 126-13 portant approbation du protocole mentionné ci-dessus.
- Convention unifiée pour l'investissement des capitaux arabes dans les pays arabes (révisée),
- Projet de loi n° 118-13 portant approbation de la convention mentionnée ci-dessus.

Protocole additionnel à la Convention européenne pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données, fait à Strasbourg, le 8 novembre 2001.

- Projet de loi n°132-13 portant approbation du protocole mentionné ci-dessus.

#### **Accords bilatéraux :**

- Accord relatif aux services aériens, fait à Abidjan le 19 mars 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire.
- Projet de loi n° 116-13 portant approbation de l'accord mentionné ci-dessus.
- Accord fait à Belgrade le 6 juin 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Serbie portant création d'une commission mixte de Coopération commerciale, économique, scientifique et technique.
- Projet de loi n° 123-13 portant approbation de l'accord mentionné ci-dessus.
- Accord de siège fait à Rabat le 2 octobre 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et l'Organisation pour la protection des végétaux au Proche-Orient (NEPPO).
- Projet de loi n°119-13 portant approbation de l'accord mentionné ci-dessus.
- Accord fait à Rabat le 22 février 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement des Etats Unis d'Amérique sur le régime des écoles américaines au Maroc.

- Projet de loi n° 75-13 portant approbation de l'accord mentionné ci-dessus.
- Convention de coopération judiciaire en matière civile, faite à Brasilia le 18 septembre 2013 entre le Royaume du Maroc et la République Fédérative du Brésil.
- Projet de loi n° 124-13 portant approbation de la convention mentionnée ci-dessus.

### **III- Circulaires et notes de service :**

- Note n° 56/TGR du 31/12/2013: modalités de transfert des attributions de la gestion financière et comptable des budgets des collectivités territoriales et de leurs groupements aux trésoriers préfectoraux et provinciaux.
- Note n°57 /TGR du 31/12/2013: modalités de transfert d'attributions suite à la création de la Trésorerie Préfectorale de Casablanca Centre -Est.
- Note n°411 du 31/12/2013 : arrêté du ministre de l'intérieur n°3576.13.
- Note n°410 du 31/12/2013 : arrêté du ministre de l'intérieur n°3611.13.
- Note n°409 du 31/12/2013 : arrêté du ministre de l'intérieur n°3575-13.
- Note n°408 du 31/12/2013 : arrêté du ministre de l'intérieur n°3574-13.
- Note n°407 du 31/12/2013 : arrêté du ministre de l'intérieur n°3610-13.
- Note n°406 bis du 31/12/2013 : arrêté du ministre de l'intérieur n°3573-13.
- Note n°405 du 31/12/2013 : arrêté du ministre de l'économie et des finances n°1874-13.
- Note n°404 du 31/12/2013 : arrêté du ministre de l'économie et des finances n°3535-13
- Circulaire du MEF du 02/01/2014: report des crédits 2013-2014.
- Note n°DRNC/DEJRG/SVR n°1 du 02/01/2014 : Recouvrement de la taxe écologique sur la plasturgie.
- Note n° 006 du 13/01/2014 : relative à l'exploitation du système GID-CT.
- Note n° DRRCI/DR/N°19 du 16/01/2014 : Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime 3032-13 du 1<sup>er</sup> novembre 2013.
- Note de service DRRCI/DR/SRFECT n° 3 du 13/01/2014 : Loi de finances n° 110-13 pour l'année budgétaire 2014.
- Note de service n° 71.2014 du 13/01/2014 : Redéploiement des Chefs de service.
- Note de service n° 18 du 13/01/2014 : représentation de la TGR au sein de la commission d'appel d'offres, du jury de concours, du jury de la consultation architectural.
- Note de service DRRCI/DR/SRFECT n° 2 du 09/01/2014 : Création d'un code rubrique-douanes suite à la création de la taxe sur la plasturgie.

- Note DRRCI/DR n°4 du 8/01/2014: arrêté du MEF n° 1874-13 pris en application de l'art.160 du décret n°2-12-349 relatif aux marchés publics (VF).
- Notes DRRCI/DR n° 5,6,7,8,9 et 10 du 08/01/2014 : Arrêtés 3573-13, 3574-13, 3575-13, 3576-13,3610-13, 3611-13.
- Note n° 11 du 08/01/2014 : arrêté n° 3535-13 fixant la liste des établissements publics devant appliquer le décret n° 2-12-349.
- Note n° 01/2014 du 03/01/2014 :perte de neuf (09) quittances de pensions françaises.
- Note DAGR/DRGH/SFDC n° 1.2014 du 27 décembre 2013 : Cycles Internationaux Spécialisés d'Administration Publique 2014.
- Note de service DRSI/DRH/SGRH n° 175.2014 du 17/01/2014 : Affectation des nouvelles recrues.
- Note n° 184.2014 du 21/01/2014 : Mobilité des comptables. (fiche de renseignement relative à la mobilité des comptables).
- Note n° 8.tgr du 28/01/2014 : Transfert d'attributions relatif à la gestion des comptes de règlement avec les Trésors étrangers.